

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin](#)[Registre de copies de lettres envoyées](#)[CNAM FG 15 \(26\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à monsieur P. Bienvenu, 4 octobre 1886](#)

Jean-Baptiste André Godin à monsieur P. Bienvenu, 4 octobre 1886

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

3 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (26)

Collation 3 p. (188r, 189r, 190r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à monsieur P. Bienvenu, 4 octobre 1886, Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 05/02/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/52190>

Copier

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [4 octobre 1886](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne) - Famillistère

Destinataire [Bienvenu, P.](#)

Lieu de destination Perpignan (Pyrénées-Orientales)

Scripteur / Scriptrice [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

Résumé Godin accuse réception de l'article de Bienvenu, « Plus d'impôts », publié dans *L'Éclaireur de Perpignan* du 25 septembre 1886, relatif à la question de l'hérédité de l'État. Il lui demande de rectifier l'erreur consistant à affirmer qu'il souhaite abolir le droit de tester et fait référence à *et aux études sociales 4, 6, 7 et 8 pour prouver qu'il considère le droit de tester comme inhérent à la liberté humaine*.

Mots-clés

[Articles de périodiques](#)

Œuvres citées

- Bienvenu (P.), « Plus d'impôts », *L'Éclaireur*, 25 septembre 1886. [En ligne : https://ressourcespatrimoines.laregion.fr/ark:/46855/FRB661366201_RPM324/1886/09/25/v0001, consulté le 22 novembre 2023]
- Godin (Jean-Baptiste André), *Études sociales n° 4 : L'hérédité de l'État ou la réforme des impôts*, Guise, Librairie du Familistère, 1884.
- Godin (Jean-Baptiste André), *Études sociales n° 6 : Ni impôts, ni emprunts. L'hérédité de l'État dans les successions, base des ressources publiques*, Guise, Librairie du Familistère, [1886].
- Godin (Jean-Baptiste André), *Études sociales n° 7 : Travail et consommation par l'hérédité nationale*, Guise, Librairie du Familistère, [1886].
- Godin (Jean-Baptiste André), *Études sociales n° 8 : L'hérédité nationale : objections, questions, réponses*, Guise, Imprimerie Baré, [1886].
- Godin (Jean-Baptiste André), *Mutualité nationale contre la misère : pétition et proposition de loi à la Chambre des députés*, Paris, Guillaumin, 1883.

Notice créée par [Pauline Pélissier](#) Notice créée le 14/06/2024 Dernière modification le 27/09/2024

Monsieur et cher confrère,

Je reçois indirectement l'article : "Plus d'impôts" que vous avez publié dans "l'Eclair" de Perpignan le 25 7^{bre}. Je suis sensible à la bienveillance que vous portez à la grande question de l'Hérédité de l'Etat sur laquelle je me suis efforcé d'attirer l'attention de nos législateurs.

L'intérêt que vous prenez à cette question m'engage à ne pas perdre un instant pour vous signaler une grave erreur contenue dans cet article. Vous dites :

... "M. Labatier respecte le droit de tester, tandis que M. Gadin, au contraire, l'abolit."

C'est certainement là une erreur involontaire de votre part ; aussi, j'espère qu'il vous sera agréable que je vous

M. R. Bienvenu rédacteur à l'Eclair, Perpignan.

mettre à même de la rectifier en vous
envoyant, par ce courrier, les divers docu-
ments que j'ai publiés sur cette question.

J'appelle particulièrement votre
attention sur le projet de loi que j'adressai
en 1843 à tous les députés et sénateurs,
auquel vous trouverez :

Art. 3

« L'Etat est investi du droit d'héritage
sur la totalité des biens des personnes n'ayant
« d'héritiers ni directs, ni testamentaires. »

Donc, bien loin d'abolir le droit de
tester, j'assimile les héritiers testamentaires
aux héritiers directs.

Vous trouverez confirmation de ce
principe dans l'Etude sociale N° 4 pages
50 et 56 ; Etude N° 6 page 12 ; Etude N° 7
pages 9 et 13 ; Etude N° 8 page 11 et à
dets autres endroits que la lecture vous
montrera.

Bien loin de repousser le droit de

testes je le considère comme un droit
inhérent à la liberté humaine et je
considère toute mesure portant atteinte
à cette liberté comme mauvaise en elle-
même.

Veuillez agréer, Monsieur et cher
Compère, la parfaite cordialité de
mes sentiments.

Godin